



Les Rapports d'activité 2003 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de photographies montrant l'Afrique d'hier et l'Afrique d'aujourd'hui ou... de demain. Les photographies anciennes sont issues notamment des collections de cartes postales de MM Philippe David et Georges Meurillon, réunies par l'association Image et Mémoire (I&M), dont le but est de sauvegarder ces vues qui représentent un réel patrimoine pour les générations à venir.

Le plateau de Dakar au début du XXe siècle, devenu aujourd'hui le centre des affaires de la capitale. Carte : I&M.

Le mot du Directeur Général



L'exercice 2003 s'est achevé pour la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL avec un taux de croissance élevé, dépassant les prévisions établies lors de la récente création de la Banque.

L'atteinte de l'équilibre financier est également au rendez-vous plus tôt que prévu et nos taux de pénétration du marché progressent.

Ainsi, les dépôts de la clientèle enregistrent une hausse de 63,4 % par rapport au 31 décembre 2002, passant de 9 348 millions F CFA à cette date, à 15 272 millions F CFA au 31 décembre 2003.

Parallèlement, les concours consentis à la clientèle augmentent de 5 469 millions F CFA à fin 2002 à 10 199 millions F CFA au 31/12/03, en croissance de 86,6 %.

La bonne qualité du portefeuille de crédits reste une exigence prioritaire dans l'approche commerciale de développement de la Banque.

Les autres données évoluent également de façon favorable durant l'exercice, le total du bilan se situant à 20 547 millions F CFA en clôture, en augmentation de 47,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le rythme croissant des ouvertures de comptes, qui a permis une augmentation de 70% de l'effectif de la clientèle pendant l'année, témoigne de l'attractivité de la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL.

Après huit mois de fonctionnement, l'agence de la Zone Industrielle se constitue progressivement un fonds de commerce d'entreprises apporteurs de flux de trésorerie en hausse continue.

La satisfaction d'une clientèle fortement sollicitée est au coeur des préoccupations de la Banque qui veille à étendre la gamme des services offerts ; la qualité, la rapidité et la sécurité des opérations font notamment l'objet de toutes les attentions.

Ces évolutions positives dans l'activité de la nouvelle entité ont conduit, pour ce deuxième exercice de 12 mois, à dégager un résultat positif de 77 millions F CFA après 150 millions F CFA d'amortissements.

Le Plan Triennal de Développement (PTD) 2004-2006, qui vient d'être adopté, affiche une

ambition de croissance forte et pérenne devant permettre à la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL de consolider sa place sur le marché bancaire sénégalais.

La très récente augmentation de capital intervenue en janvier 2004 et portant celui-ci à 2 milliards F CFA, après apport de 500 millions F CFA par les actionnaires, donne à la Banque les moyens nécessaires pour la mise en oeuvre des actions projetées.

La jeunesse et le dynamisme du personnel de la Banque et l'appartenance à un Groupe de mieux en mieux connu au Sénégal devraient également être des atouts déterminants pour que la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL puisse atteindre les objectifs fixés pour les trois prochaines années.

Bernard PUECHALDOU

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2003

Mars

- Ouverture de l'Agence de la Zone Industrielle, à Dakar.

Avril

- Participation à Madagascar aux Rencontres BANK OF AFRICA 2003 pour les cadres du Réseau.

Mai

- Nomination d'un nouveau Directeur Général.

Septembre

- Participation à Bruxelles aux rencontres BANK OF AFRICA 2003 pour les Administrateurs du Réseau.
- Décision de porter le capital de la Banque de 1,5 milliard de F CFA à 2 milliards de F CFA.

Décembre

- Atteinte du seuil des 20 milliards de F CFA pour le total du bilan.

Chiffres clés

31/12/2003

Activité	
Dépôts clientèle*	15 273
Créances clientèle*	10 198

Résultat	
Produit Net Bancaire *	1 122
Charges de fonctionnement *	840
Résultat Brut d'Exploitation *	73
Résultat Net *	78
Coefficient d'exploitation (%)	93

Structure	
Total Bilan *	20 588
Fonds Propres après répartition *	1 583
Fonds Propres/Total Bilan (%)	8
Effectif moyen pendant l'exercice	41

Au 31/12/2003

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est actuellement composé comme suit :

- M. Mamadou Amadou AW, Président
- M. Mamadou Amadou AW, Président
- M. Paul DERREUMAUX, Vice-Président
- M. Mossadeck BALLY (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- M. Francis SUEUR
- BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE, représentée par M. Léon NAKA
- AXA Assurances Sénégal, représentée par M. Alioune Ndour DIOUF

Répartition du capital

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	61,0%
BANK OF AFRICA - BENIN	10,0%
BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE	0,7%
ACTIONNAIRES PRIVÉS	8,3%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO)	10,0%
AXA ASSURANCES SÉNÉGAL	5,0%
Compagnie Sénégalaise d'Assurances et de Réassurances " CSAR-VIE "	5,0%

Rapport du Conseil d'Administration

A l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 2004 pour l'exercice social 2003.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2003

Dans la zone de l'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la croissance attendue a été sérieusement affectée par la grave crise ivoirienne et le taux de croissance se situe seulement à 2,1 % pour 2003.

Au Sénégal, la situation économique s'est améliorée en 2003, avec un taux de croissance de 6,3 %, en raison de la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activité et plus particulièrement de la relance du secteur primaire, après la forte baisse observée un an plus tôt.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,2 % en 2003, contre 2,3 % en 2002.

En revanche, la situation des finances publiques s'est détériorée, avec le renforcement des dépenses d'investissement dans les secteurs sociaux prioritaires dans le cadre de la mise en oeuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ainsi, le déficit budgétaire global s'est établi à 1,8 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2003, contre 1,3 % en 2002.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes hors transferts officiels s'est établi à 7,9 % du PIB en 2003 contre 6,6 % en 2002. Cette aggravation du déficit serait imputable à la détérioration du solde commercial, résultant de la forte progression des importations par rapport aux exportations.

La situation monétaire est caractérisée par une amélioration des avoirs extérieurs nets, une augmentation des crédits à l'économie et une hausse de la position nette du Gouvernement. Il en est résulté en 2003 une expansion de la masse monétaire de 6,7 %.

En 2003, le Sénégal a respecté tous les critères de premier rang des indicateurs de convergence de l'UEMOA, à l'exception de celui relatif au taux d'endettement. De même, au niveau des critères de second rang, seul celui relatif au déficit extérieur courant hors dons n'a pas été respecté.

Le taux de croissance a été de 6,3 % en 2003 contre 1,1 % en 2002. La bonne campagne agricole de 2003/2004 et les investissements réalisés dans le secteur primaire dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté ont permis de réaliser cette performance.

La croissance du secteur primaire a été de 20,5 % en 2003. L'agriculture enregistre une croissance de 36,3 % après une baisse de 32,2 % en 2002.

Dans le secteur de l'élevage, une augmentation de 6,5 % a été obtenue en 2003 tandis que, pour la pêche, elle a été de 6,5 % en 2003 contre -6,4 % en 2002.

Le niveau d'activité du secteur secondaire a été marqué par une croissance de 4,4 % en 2003 contre 9,8 % en 2002 ; la production énergétique a augmenté de 10,2 % en 2003.

Le secteur tertiaire enregistre une croissance de 3,9 % en 2003 contre 4,5 % en 2002.

Soutenue par la consommation des ménages, la consommation finale aurait, quant à elle, progressé de 6,4 %.

S'agissant de l'inflation, la situation a été marquée en 2003 par la poursuite de la maîtrise du niveau général des prix, en dépit des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole de 2002. Ainsi, le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,2 % en 2003 contre 2,3 % en 2002.

Dans le domaine des finances publiques, la situation a été marquée par une détérioration des principaux soldes budgétaires, suite à une augmentation des dépenses, notamment celles en capital.

Ainsi, les recettes budgétaires progressent de 8,5 % pour se situer à 19,2 % du PIB en 2003 contre 18,9 % en 2002. Cette évolution serait imputable aux recettes fiscales qui progressent de 9,4 %.

Quant aux dépenses totales, elles augmentent de 13,2 % pour représenter 23,4 % du PIB en 2003 contre 22,2 % en 2002.

Le déficit global hors dons s'aggrave également en s'établissant à 4,3 % du PIB en 2003 contre 3,1 % en 2002. La couverture de ce déficit serait assurée par le recours aux ressources extérieures, à hauteur de 71,5 milliards de F CFA. L'encours de la dette publique totale représenterait 70,1 % du PIB en 2003 contre 76,0 % en 2002.

Pour les échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors transferts officiels serait de 7,9 % en 2003 contre 6,6 % en 2002.

La situation monétaire a été caractérisée par une amélioration simultanée des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires ressortirait à 369,7 milliards de F CFA à la fin de l'année 2003, en accroissement de 72,9 milliards de F CFA par rapport à fin décembre 2002.

Dans la zone de l'UEMOA, le taux de croissance espéré en 2004 est de 4,1 % mais il pourrait être revu à la baisse si la situation en Côte d'Ivoire, encore incertaine, tardait à se normaliser.

A l'horizon 2006, le Sénégal a pour objectifs de :

- porter le niveau de croissance du PIB au cours des prochaines années à plus de 6 % par an en moyenne ;

- contenir le déficit budgétaire et le déficit du compte courant de la balance des paiements, hors dons, à des niveaux soutenables.

Ainsi, le secteur primaire, notamment, devrait croître de 8,5 % par an, à partir de 2004, à la faveur d'une politique de diversification et de désengagement de l'État des activités productives : SONACOS, SODEFITEX, SENELEC.

Le secteur secondaire progresserait de près de 7 % sur la période 2004-2006.

Quant au secteur tertiaire, sa croissance est attendue à 5,0 % sur la période triennale, du fait notamment des transports et télécommunications.

Il est prévu cependant un relèvement du plafond des effectifs de la Fonction Publique - recrutement de 15 000 agents sur 3 ans à partir de 2003, justifié par l'évolution historique du ratio masse salariale/recettes fiscales et par les contraintes des secteurs prioritaires, notamment sociaux, des régies financières et des services de sécurité.

La politique monétaire continuera d'être axée sur la stabilité des prix et la consolidation des réserves de change. Le Trésor public s'orientera vers l'appel public à l'épargne pour financer ses déficits de trésorerie, excluant désormais tout recours aux concours monétaires directs de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

À cet effet, l'effort sera accentué pour la création d'un environnement propice à la mobilisation de l'épargne et au financement du secteur privé.

Douze banques composent actuellement le paysage bancaire sénégalais et deux nouveaux établissements pourraient ouvrir leurs portes en 2004.

Les dépôts bancaires à fin décembre 2003 totalisent 1 098,6 milliards de F CFA en progression de 18% par rapport à décembre 2002. Les concours directs s'élèvent eux à 801,6 milliards de F CFA, en hausse de 14 % sur l'année étudiée.

Trois banques collectent 60 % des ressources. Ces mêmes établissements distribuent 62 % des crédits. Le réseau bancaire compte plus d'une centaine d'Agences dont plus de la moitié sont implantées dans Dakar et son agglomération.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2003

À l'issue de son second exercice plein, la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL (BOA-SENEGAL) dégage son premier bénéfice net.

Ceci peut être admis comme un résultat très satisfaisant en considérant que la banque a été créée ex-nihilo et qu'elle évolue dans un environnement extrêmement concurrentiel.

Au cours de cet exercice, la dimension de la Banque s'est accrue sensiblement, son total de bilan bien, qu'encore modeste, augmentant de +48 % pour atteindre 20 558

millions de F CFA au 31/12/2003.

Le périmètre d'action de notre établissement s'est également étendu avec l'ouverture d'une Agence en Zone Industrielle de Dakar en avril 2003.

La montée en régime de l'activité est le reflet de la poussée conjuguée, aussi bien des ressources que des emplois, qui ont progressé respectivement de +54,0% et de +44,0 % pendant l'exercice sous revue.

Dans le même temps, le nombre de comptes s'est sensiblement étoffé, augmentant de 73 % par rapport à l'encours atteint fin décembre 2002.

La bonne qualité du portefeuille de crédits a permis un taux de provisionnement marginal de moins de 0,5 % de l'encours des crédits.

Ainsi, un bénéfice de 78 millions de F CFA est dégagé après 150 millions de F CFA d'amortissements et provisions.

Les ressources de la BOA-SENEGAL atteignent à fin décembre dernier 18 285 millions de F CFA et se répartissent principalement ainsi :

- les comptes à vue de particuliers collectent 730 millions de F CFA ;
- les comptes courants à vue, clientèle industrielle et commerciale essentiellement, drainent quant à eux 7 794 millions de F CFA de ressources au 31/12/2003 ;
- les comptes d'épargne ont doublé et procurent à la Banque 285 millions de F CFA de dépôts ;
- les dépôts à terme répartis sur une quarantaine de clients représentent avec 6 042 millions de F CFA, le tiers des ressources totales ;
- les autres dépôts étaient constitués pour une bonne part de ressources interbancaires à court terme.

L'Agence de la Zone Industrielle, ouverte en avril 2003, collectait 495 millions de F CFA de ressources en clôture d'exercice. L'évolution des derniers mois confirme l'ancrage dominant de ce point de vente en direction des entreprises de la zone, le nombre et, plus encore, les volumes d'opérations confiées étant en nette et continue progression.

La croissance des ressources a permis à la Banque de développer le nombre et le volume des crédits distribués à la clientèle, dont le niveau d'encours se situe en fin d'année 2003 :

- pour les concours directs à 10 912 millions de F CFA ;
- pour les engagements par signature à 7 860 millions de F CFA.

Durant l'exercice écoulé, c'est en direction des entreprises qu'a été orienté l'essentiel des crédits octroyés.

Sectoriellement, les concours de la BOA-SENEGAL sont répartis de façon prépondérante vers les entreprises évoluant dans les domaines de l'énergie, de l'électricité, du secteur pétrolier, du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), du commerce et du transport.

Les secteurs des télécommunications et des nouvelles technologies prennent une part croissante dans l'activité de crédit de la BOA-SENEGAL qui, en revanche, s'est tenue jusqu'ici à l'écart des financements de programmes immobiliers.

Quasiment toutes les formes de concours enregistrent des progressions notables.

- Les découverts, dont les bénéficiaires sont essentiellement les entreprises, s'accroissent de 2 056 millions de F CFA et totalisent 3 858 millions de F CFA au 31/12/2003.
- Les prêts à moyen terme enregistrent une poussée encore plus significative, l'encours passant de 952 millions de F CFA au 31/12/2002 à 3 179 millions de F CFA en clôture ; cette progression est due pour l'essentiel à la mise en place de quelques concours à des grandes entreprises sénégalaises, qui permettent une contribution significative de la Banque à la réalisation d'importants investissements productifs au Sénégal.
- Les escomptes de papiers commerciaux marquent une augmentation de 130 millions de F CFA à 627 millions de F CFA, qui s'est encore consolidée depuis le début de l'exercice en cours.
- Les escomptes de papiers financiers accusent une baisse au 31/12/2003 par suite des reports d'utilisation sur d'autres formes de crédits, découverts ou autres prêts à court terme.
- Le volume des prêts consentis aux particuliers demeure modeste et atteint 218 millions de F CFA en décembre 2003, tous crédits confondus ; il a néanmoins progressé de 52% sur l'exercice.
- En matière de placements financiers, le portefeuille de la BOASÉNÉGAL s'élève à 700 millions de F CFA au 31/12/2003. Il s'agit de placements obligataires dont 400 millions de F CFA ont une durée de 5 à 7 ans, le solde arrivant à échéance en 2004. Le taux moyen de rémunération de ces placements est supérieur à 7 % l'an.

Pour ce qui est des engagements par signature, il convient de distinguer :

- les cautions diverses dont l'encours se chiffre à 6 815 millions de F CFA, en augmentation de 30 % par rapport à l'année antérieure. Ceci témoigne de la bonne pénétration par la BOA-SENEGAL du marché du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) et de son accompagnement d'entreprises sénégalaises de ce secteur dans la sous-région ;
- l'encours des crédits documentaires était stable au 31/12/2003 par rapport au précédent exercice ; il dépasse désormais 1 000 millions de F CFA ;

- les avals de traites représentent quant à eux 147 millions de F CFA et sont en hausse de 56 % par rapport à fin 2002.

La politique globale menée par la BOA-SENEGAL en matière de distribution des crédits lui permet au 31/12/2003 de respecter aisément les contraintes de réserves obligatoires sans avoir recours au soutien des banques du réseau BANK OF AFRICA, ainsi que les normes prudentielles édictées par les Autorités monétaires, ratio de structure du portefeuille excepté.

L'activité déployée a généré des produits d'exploitation en très forte hausse : 1 636 millions de F CFA en 2003 contre 659 millions de F CFA au cours du précédent exercice.

Ces produits sont générés pour plus de 90 % par l'activité bancaire auprès de la clientèle, les produits de trésorerie et autres dividendes ne représentant qu'une part marginale.

Les produits dégagés par les crédits à la clientèle atteignent ainsi 993 millions de F CFA à comparer aux 381 millions de F CFA de l'exercice précédent. La composante majeure de ces produits demeure les intérêts sur comptes débiteurs -396 millions de F CFA sur l'exercice 2003- qui ont été multipliés par 3 au cours de l'exercice sous revue.

Les commissions et frais de tenue de compte ont progressé dans une moindre mesure - +49% - et des mesures correctrices ont été prises début 2004.

Les charges bancaires ont connu pour leur part une vive croissance ; elles passent de 181 millions de F CFA en 2002 à 514 millions de F CFA en 2003 et sont composées à plus de 60 % par les intérêts servis à la clientèle qui ont augmenté de 216 millions de F CFA durant l'exercice sous revue, conséquence de la poussée des ressources collectées à terme.

Malgré cela, le Produit Net Bancaire dégagé a plus que doublé et s'établit à 1 120 millions de F CFA pour l'année 2003.

Dans ce contexte de montée en puissance de l'activité de la banque, les charges de fonctionnement ont été correctement maîtrisées et ne s'alourdissent globalement que de 33 % à 897 millions de F CFA, dont 237 millions de F CFA pour la masse salariale en hausse de 23 %, suite aux recrutements intervenus durant l'année 2003.

La dotation aux amortissements a été intégralement effectuée et représente 150 millions de F CFA pour l'exercice sous revue, incluant 5 millions de F CFA de provisions pour créances douteuses et litigieuses

La forte croissance des produits par rapport aux charges permet de dégager un bénéfice d'exploitation de 73 millions de F CFA.

Le résultat net ressort quant à lui à 78 millions de F CFA, après prise en compte de tous les éléments exceptionnels.

Ces résultats, encourageants pour l'avenir, ont pu être obtenus grâce à :

- l'implication et la mobilisation constante du jeune personnel de la BOA-SENEGAL qu'il convient de féliciter pour les efforts accomplis ;
- l'appui des Banques du réseau BANK OF AFRICA et de son partenaire Natexis Banques Populaires (NBP) qui ont, ensemble, apporté un nombre important d'opérations à la Banque, lui permettant d'exploiter au maximum " l'effet réseau ", d'accélérer la pénétration du marché sénégalais et de faciliter l'atteinte de son équilibre d'exploitation. Il faut donc les remercier pour cette active et fructueuse coopération.

Pour l'année 2004, la stratégie de la BOA-SENEGAL s'appuiera en particulier sur :

- la poursuite des actions de prospection commerciale pour élargir au maximum la clientèle actuelle;
- le maintien d'une qualité de service optimale prenant en compte une diversification progressive des services offerts ;
- l'extension des locaux du siège de la Banque qui permettra un meilleur accueil de la clientèle tout en améliorant les conditions de travail des collaborateurs et contribuera ainsi à l'atteinte des objectifs ambitieux que la banque s'est fixée ;
- la maîtrise des frais généraux, de façon à consolider l'équilibre financier atteint en 2003.

Rapport du commissaire aux comptes

États financiers - Exercice clos le 31 décembre 2003.

Rapport général du commissaire aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 12 mai 2003, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003 sur :

- le contrôle des états financiers de la BOA-SENEGAL,
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels de la BOASÉNÉGAL au 31 décembre 2003, c'est à dire le bilan, le compte de résultat et le tableau des engagements hors bilan pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils sont annexés au présent rapport.

Ces comptes annuels ont été préparés par la direction de la BOASÉNÉGAL et arrêtés par son Conseil d'Administration. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement admises au plan international et celles en vigueur au Sénégal. Ces normes requièrent que notre audit soit planifié et exécuté de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Il consiste également à évaluer les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que l'audit effectué fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les comptes annuels du présent rapport sont réguliers et sincères et présentent de manière fidèle dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Banque au 31 décembre 2003, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes aux états financiers.

Réglementation professionnelle

Nous avons vérifié le respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers relatives aux conditions d'exercice de la profession, à la réglementation comptable, à la réglementation des opérations et aux normes de

gestion.

Le seuil fixé par le dispositif prudentiel pour le ratio de structure de portefeuille n'a pas été respecté par la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la Banque.

Dakar, le 31 mars 2004

Le Commissaire aux Comptes

MAZARS SÉNÉGAL :

Taïbou MBAYE

Commissaire aux Comptes

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Etabli en application de l'article 442 de l'acte uniforme portant sur le droit des sociétés commerciales

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA).

Actif

Actif	Exercice 2002	Exercice 2003
Caisse	287 259 763	166 817 778
Créances interbancaires	6 272 843 332	5 392 221 903
• A vue	4 527 946 948	4 783 437 131
· Banque centrale	2 794 132 569	3 621 828 948
· Trésor public, CCP	1 914 710	
· Autres établissements de crédit	1 731 899 669	1 161 608 183
• A terme	1 744 896 384	608 784 772
Créances sur la clientèle	6 468 928 263	10 197 830 534
• Portefeuille d'effets commerciaux	496 974 440	626 667 433
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	496 974 440	626 667 433
• Autres concours à la clientèle	4 668 179 872	6 217 176 281
· Crédits de campagne	60 760 000	100 000 000
· Crédits ordinaires	4 607 419 872	6 117 176 281
• Comptes ordinaires débiteurs	1 303 773 951	3 353 986 820
• Affacturage		
Titres de placement	100 000 000	700 000 000
Immobilisations financières		
Crédit-bail et opérations assimilées		

Immobilisations incorporelles	174 582 621	96 804 287
Immobilisations corporelles	301 736 110	381 317 475
Actionnaires et associés		
Autres actifs	219 415 287	3 260 467 155
Comptes d'ordre et divers	87 924 994	392 782 920
Total de l'actif	13 912 690 370	20 588 242 052

Hors Bilan	Exercice 2002	Exercice 2003
Engagements donnés	8 276 482 217	8 859 586 106
• Engagements de financement	856 435 818	790 448 809
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	856 435 818	790 448 809
• Engagements de garantie	7 420 046 399	7 069 137 297
· D'ordre d'établissements de crédit	2 063 590 520	108 352 732
· D'ordre de la clientèle	5 356 455 879	6 960 784 565
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2002	Exercice 2003
Dettes interbancaires	2 700 280 232	3 013 309 831
• A vue	200 280 232	13 309 831
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	200 280 232	13 309 831

• A terme	2 500 000 000	3 000 000 000
Dettes à l'égard de la clientèle	9 347 067 796	15 273 601 182
• Comptes d'épargne à vue	160 825 305	284 783 708
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	4 875 349 844	8 607 410 101
• Autres dettes à terme	4 310 892 647	6 381 407 373
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	115 878 017	561 536 204
Comptes d'ordre et divers	150 223 441	73 620 805
Écart d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	16 236 010	4 950 117
Provisions réglementées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital	1 500 000 000	1 500 000 000
Primes liées au capital	600 000 000	600 000 000
Réserves		
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	-217 819 030	-516 995 126
Résultat de l'exercice	-299 176 096	78 219 039
Total du passif	13 912 690 370	20 588 242 052

Hors bilan	Exercice 2002	Exercice 2003
------------	---------------	---------------

Engagements reçus	5 766 500 000	10 197 770 794
• Engagements de financement	1 300 000 000	1 300 000 000
· Reçus d'établissements de crédit	1 300 000 000	1 300 000 000
• Engagements de garantie	4 466 500 000	8 897 770 794
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle	4 466 500 000	8 897 770 794
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et charges assimilées	172 667 731	431 169 458
• Sur dettes interbancaires	55 647 436	82 186 557
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	99 603 628	318 566 234
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	17 416 667	30 416 667
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	56 764 488	58 423 638
Commissions	3 171 194	4 567 302
Charges sur opérations financières	4 946 312	79 054 460
• Charges sur titres de placement		262 500
• Charges sur opérations de change	4 946 312	78 791 960
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	612 177 349	840 007 978
• Frais de personnel	193 135 150	236 627 201
• Autres frais généraux	419 042 199	603 380 777
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	126 279 117	150 171 665
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		

Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	528 113	4 806 649
Pertes sur exercices antérieurs	1 719 961	5 876 360
Impôts sur les bénéfices	1 000 000	1 000 000
Résultat	-299 176 096	78 219 039
Total des charges	680 078 169	1 653 296 549

Produits

Produits	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et produits assimilés	407 453 335	1 003 447 215
• Sur créances interbancaires	68 781 445	133 116 812
• Sur créances sur la clientèle	338 671 890	870 330 403
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	79 143 912	130 467 945
Produits sur opérations financières	81 071 426	318 249 456
• Produits sur titres de placement	1 341 666	31 242 717
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	26 324 166	162 415 576
• Produits sur opérations de hors bilan	53 405 594	124 591 163
Produits divers d'exploitation bancaire	37 500	809 250

Produits généraux d'exploitation	92 003 838	183 650 876
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	851 664	2 702 724
Profits sur exercices antérieurs	19 516 494	13 969 083
Pertes		
Total des produits	680 078 169	1 653 296 549

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et produits assimilés	407 453 335	1 003 447 215
• Sur dettes interbancaires	68 781 445	133 116 812
• Sur dettes sur la clientèle	338 671 890	870 330 403
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-172 667 731	-431 169 458
• Sur dettes interbancaires	-55 647 436	-82 186 557
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-99 603 628	-318 566 234
• Autres intérêts et charges assimilées	-17 416 667	-30 416 667

Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-56 764 488	-58 423 638
Marge d'intérêt	178 021 116	513 854 119
Produits de commissions	79 143 912	130 467 945
Charges de commissions	-3 171 194	-4 567 302
Résultat net des commissions	75 972 718	125 900 643
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	1 341 666	30 980 217
• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	21 377 854	83 623 616
• Opérations de hors bilan	53 405 594	124 591 163
Résultat net sur opérations financières	76 125 114	239 194 996
Autres produits d'exploitation bancaire	92 041 338	184 460 126
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-612 177 349	-840 007 978
• Frais de personnel	-193 135 150	-236 627 201
• Autres frais généraux	-419 042 199	-603 380 777
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-126 279 117	-150 171 665
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		
Résultat brut d'exploitation	-316 296 180	73 230 241

Résultat net des corrections de valeur		
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	-316 296 180	73 230 241
Résultat exceptionnel	323 551	-2 103 925
Résultat sur exercices antérieurs	17 796 533	8 092 723
Impôts sur les bénéfices	-1 000 000	-1 000 000
Résultat net de l'exercice	-299 176 096	78 219 039

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 15 Avril 2004

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2003, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2003 se solde par un bénéfice de 78 219 039 F CFA, après dotations aux amortissements et provisions.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture des Rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 90/06 du 26 juin 1990 et par les articles 438 et 448 de l'acte uniforme portant droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique (OHADA), approuve sans réserve les dits Rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Elle donne également quitus au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation de reporter la totalité du bénéfice de l'exercice 2003 :

le report à nouveau s'établit donc à :

- 438 776 087 F CFA.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler pour une durée de trois (3) ans les mandats arrivés à expiration de Messieurs :

- Mamadou Amadou AW,
- Paul DERREUMAUX,
- Francis SUEUR,
- Mossadeck BALLY,

et des sociétés :

- BOA-CÔTE D'IVOIRE, représentée par M. Léon NAKA,
- AXA ASSURANCES SÉNÉGAL, représentée par M. Alioune NDour DIOUF.

Les Administrateurs ci-dessus désignés acceptent leurs fonctions et déclarent qu'ils ne sont frappés d'aucune interdiction ou incompatibilité susceptibles de les empêcher d'exercer leurs mandats.

Ces mandats expireront à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2007 sur les comptes de l'exercice 2006.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - SENEGAL sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2004 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2003, communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées quotidiennement ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le gain ou perte de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc. n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire.

Frais d'établissement	33,33%
-----------------------	--------

Matériel de transport	20%
Aménagements installations	10%
Mobilier et matériel de bureau	10%
Matériel informatiques	20%

Titres de participations

Les titres de participations sont comptabilisés à leurs prix d'acquisition.

* En millions de F CFA

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Echéance	Au 31/12/2002*		Au 31/12/2003*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	6 273	2 200	4 783	2 013
De 1 mois à 3 mois				1 000
De 3 mois à 6 mois		500		
De 6 mois à 2 ans				
De 2 ans à 5 ans			609	
Plus de 5 ans				
Total	6 273	2 700	5 392	3 013

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

En millions de F CFA

Echéance	Au 31/12/2002*	Au 31/12/2003*
----------	----------------	----------------

	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois		7 456	4 243	8 626
De 1 mois à 3 mois			863	1 307
De 3 mois à 6 mois		377	16	1 512
De 6 mois à 2 ans	6 372	1 514	1 676	2 604
De 2 ans à 5 ans	96		3 124	1 224
Plus de 5 ans				
Créances en souffrance			276	
Total	6 468	9 347	10 198	15 273

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

En millions de F CFA

Agents économiques	Au 31/12/2002*		Au 31/12/2003*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	175	625	224	709
Entreprises privées	6 256	8 412	9 974	12 751
Sociétés d'état et établissements publics	37	10		1 342
Etat et organismes assimilés		300		471
Total	6 468	9 347	10 198	15 273

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2002*	Au 31/12/2003*
Créances impayées ou immobilisée		271
créances douteuses ou litigieuses		5
provisions pour dépréciation		5
créances douteuses nettes		271

2.3 Immobilisations financières

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2002*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2003*
Immobilisations brutes	272	6		278
Amortissements cumulés	97	84		181
Total net	175			97

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2003*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2004*
Immobilisations brutes	359	140		499
• Immobilisations en cours	1			1
• Immobilisations d'exploitation	358	140		498
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par				

réalisation de garantie				
Amortissements	57	61		118
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	57	61		118
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	302	79		381

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2002*	2003*
Débiteurs divers	18	15
Valeurs non imputées	32	
Valeurs à l'encaissement	36	3 161
Valeurs à rejeter en compensation	65	67
Dépôts et cautionnement	68	88
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées		17
Total	219	3 348

2.6.2. Autres passifs

Nature	2002*	2003*
Dettes fiscales		
Dettes sociales		
Créditeurs divers	28	44
Dettes rattachées	54	112
Divers	34	406
Total	116	562

* En millions de F CFA

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2002*	2003*
Charges comptabilisées d'avance	21	23
Produits à recevoir	27	66
Divers	40	304
Total	88	393

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2002*	2003*
Charges à payer	79	59
Produits perçus d'avance	69	13
Divers	19	2
Total	167	74

2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/2002*	Dotations	Reprises	Au 31/12/2003*
Charges de retraite	1	4		5
Engagements par signature				
Pertes et charges	15		15	
Total	16	4	15	5

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2002*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2003*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital	600			600
Réserve légale				
Réserves règlementées				
Autres réserves				
Capital social	1 500			1 500
Report à nouveau	-218	-299		-517
Résultat 2002	-299	299		0
Résultat 2003			78	78
Total	1 583	0	78	1 661

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux n'a pas encore été doté.

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL s'élève à 1 500 millions de F CFA. Il est composé de 150 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA. La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires nationaux

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	61,0%
BANK OF AFRICA - BENIN	10,0%
BANK OF AFRICA - COTE D'IVOIRE	0,7%
FMO	10,0%
	18,3%

3 Engagements hors bilan

Nature	2002*	2003*
Engagements donnés en faveur de la clientèle	6 212	7 750
• Engagements de financement	856	790
• Engagements de garantie	5 356	6 960
Engagements reçus des établissements de crédit	1 300	1 300
• De financement	1 300	1 300
• De garantie		
Engagements reçus de la clientèle	4 466	8 898

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2002*	2003*
Sur créances interbancaires	69	133
• A vue	26	77
• A terme	43	56
Sur créances de la clientèle	339	870
• Créances commerciales	64	115
• Autres crédits à court terme	102	197
• Comptes ordinaires débiteurs	133	396
• Crédits à moyen terme et long terme	40	162

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2002*	2003*
Sur dettes interbancaires	77	112
• A vue	15	45
• A terme	62	67
Sur dettes à l'égard de la clientèle	99	319
• A vue		40
• A terme	96	279
Total	173	431

4.3 Commissions

Nature	2002*	2003*
Commissions perçues (produits)	79	130

• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	1
• Sur opérations avec la clientèle	78	129
Commissions versées (charges)	3	5
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	5
• Sur opérations avec la clientèle		

* En millions de F CFA

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2002*	2003*
Salaires et traitements	168	210
charges sociales	25	26
Total	193	236

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2002*	2003*
Impôts, taxes et versements assimilés	56	113
Redevance de crédit bail	57	58
Loyers	69	94
Entretien et réparations	15	19
Primes d'assurance	13	15
Intermédiaires et honoraires	110	163
Publicité, publications et relations publiques	7	15
Déplacements missions et réceptions	22	31
Frais postaux et frais de télécommunications	30	41

Achats non stockés de matières et fournitures	46	57
Jetons de présence		
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	51	146
Total	476	752

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2002*	2003*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	126	145
• Des immobilisations hors exploitation		
Reprises		
Total	126	145

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2002*	2003*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance		5
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Reprises de provisions sur créances en souffrance		
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		

Récupérations sur créances amorties		
Total		5

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2002	2003
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux	3	4
Gradés	6	15
Employés	13	14
Personnel non bancaire	1	1
Personnel temporaire	1	5
Total	21	46

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2002*	2003*
Actif		
Opérations de trésorerie		
• Billets et monnaies		
• Correspondants bancaires		
Valeurs à l'encaissement et divers		
Immobilisations financières		
Passif		
Opérations de trésorerie		
• Correspondants bancaires		

• Refinancements		
• Autres sommes dues		
Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires		

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2003

Nature	Affectation (F CFA)
résultat de l'exercice 2003	78 219 039
Report à nouveau de l'exercice 2002	-516 995 126
Total à répartir	-438 776 087
Réserve légale	
Dividende (10% du capital)	
Dividende exceptionnel (10% du capital)	
Réserve facultative	
Nouveau report à nouveau	-438 776 087
Total réparti	-438 776 087

* En millions de F CFA

6 Résultats des trois derniers exercices

Nature	2 001	2 002	2 003
Capital en fin d'exercice			
• Capital social*	1 500 000	1 500 000	1 500 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	150 000	150 000	150 000

Opérations et résultats de l'exercice*			
• Chiffre d'affaires	66	680	1 653
• Bénéfice avant impôts, amort. et provisions	-218	-299	78
• Impôt sur les bénéfices			
• Bénéfice après impôts, amort. et provisions			
Résultat par action**			
• Après impôts, avant amort. et provisions			
• Après impôts, amort. et provisions			
Personnel			
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice***	26	25	41
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	56	163	210
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	18	25	26

* En millions de F CFA

** En milliers de F CFA.

*** Permanents et temporaires